

N° DP 24/212

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION DE PARCELLES SITUÉES A LA SEYNE-SUR-MER RUE BAUDELAIRE ET AVENUE SAINT-EXUPERY CADASTRÉES SECTION BT N°1213-1215-1216

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de la Seyne-sur-Mer DEL/13/111 du 10 avril 2013,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

CONSIDERANT que la commune de la Seyne-sur-Mer par délibération DEL/13/111 du 10 avril 2013 a décidé d'acquérir à l'euro symbolique plusieurs emprises foncières d'une superficie totale de 51 m² appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence Villa Azur,

CONSIDERANT que depuis sa création la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce la compétence « voirie » en lieu et place des communes membres,

CONSIDERANT que l'acquisition de ces parcelles permettra la régularisation foncière conformément aux emplacements réservés n°17 et 128 inscrits au PLU,

CONSIDERANT qu'un document modificatif du parcellaire cadastral a numéroté les parcelles à acquérir : parcelle BT n°1213 d'une superficie de 5 m², parcelle BT n°1215 d'une superficie de 16 m² et parcelle BT n°1216 d'une superficie de 30 m², appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence Villa Azur,

CONSIDERANT que dans le cadre du dispositif en vigueur de consultation des Domaines, la valeur vénale estimée de cette acquisition est inférieure au seuil de saisine réglementaire concernant les administrations publiques,

CONSIDERANT qu'il convient d'acquérir les parcelles susnommées afin de régulariser l'emprise foncière conformément aux emplacements réservés n°17 et 128 du PLU de la commune de La Seyne-sur-Mer ,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUERIR à l'euro symbolique (1 €) trois tènements fonciers situés sur la commune de La Seyne-sur-Mer, à l'angle de la rue Baudelaire et de l'avenue de Saint-Exupéry, d'une superficie totale de 51 m², appartenant au syndicat des copropriétaires de la résidence Villa Azur.

ARTICLE 2

DE DIRE que le document modificatif du parcellaire cadastral a numéroté les trois parcelles à acquérir : parcelle section BT n°1213 d'une superficie de 5 m², parcelle BT n°1215 d'une superficie de 16 m² et parcelle BT n°1216 d'une superficie de 30 m², soit une superficie totale de 51 m².

ARTICLE 3

DE FAIRE ET SIGNER tous les documents permettant d'officialiser cette acquisition.

ARTICLE 4

DE DESIGNER Maître REVEST, notaire de la société civile professionnelle dénommée Samantha ARNEODO et Christophe CARRET, notaires associés, sur la commune de La Seyne-sur-Mer aux fins de rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition dont tous les frais seront supportés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires aux frais d'actes sont inscrits au Budget Principal 2024, opération n°60401, article 6227.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **13 MAR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke.

17 MAR 1954



Mairie de La Seyne-sur-Mer

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MERCREDI 10 AVRIL 2013

Ville de La Seyne-sur-Mer
Département du Var

ARRONDISSEMENT DE
TOULON

N°DEL/13/111

OBJET : REGULARISATION FONCIERE DE L'ELARGISSEMENT DES VOIES COMMUNALES
DENOMMEES AVENUE SAINT-EXUPERY ET RUE BAUDELAIRE AU DROIT DE LA RESIDENCE
"VILLA AZUR" - CESSION A L'EURO SYMBOLIQUE AU PROFIT DE LA VILLE CONSENTIE PAR
LA SCI 254 SAINT-EXUPERY

Nombre de CONSEILLERS en exercice : 49

L'an deux mille treize, le dix Avril, à 8H00, le Conseil Municipal s'est assemblé en Séance Publique en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Marc VUILLEMOT, Maire.

Etaient présents

Philippe MIGNONI, Claude ASTORE, Jocelyne LEON, Toussaint CODACCIONI, Solange ANDRIEU, Rachid MAZIANE, Christine SAMPERE, Joseph PENTAGROSSA, Isabelle RENIER, Patrick VALLE, Annie MARTIN, Michel REYNIER, Christian BIANCHI, Alain LOPEZ, Martial LEROY, Bernard TROUCHET, Guy SANTANGELO, Malika RIEMER, Any BAUDIN, Jean-Jacques TAURINES, Christiane JAMBOU, Christian BARLO, Danielle DIMO PEREZ-LOPEZ, Graziella GAUJAC, Nathalie MILLE, Yves GAVORY, Marie VIAZZI, Angélique MAZOYER, Alexandre DUMAS, Marthe PEREZ, Nadjet BENZOHRA, Alain AJELLO

Etaient absents

Raphaëlle LEGUEN, Arthur PAECHT, Marcel BARBERO, Denise PEUCHOT, Alain CHAPPARO, Françoise POUCHKO-LOUAT, Christian BATLLE, Huguette RUGGIRELLO, Nathalie BERTRAND, Sabine BAROUX

Etaient excusés

Marc VUILLEMOT
Florence CYRULNIK
Michel TOURNAN
Annick LE GAL
Guillaume BONNAMOUR
Marie-Christèle MOUISSE
Fathi BOUSBIH

Claude ASTORE
Philippe MIGNONI
Christian BARLO
Isabelle RENIER
Rachid MAZIANE
Angélique MAZOYER
Nadjet BENZOHRA

Angélique MAZOYER a été désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

LE CONSEIL AINSI CONSTITUE,

Rapporteur : Monsieur Claude ASTORE, Maire Adjoint



Par arrêté municipal du 21 août 2007, il a été accordé un permis de construire pour un immeuble collectif de 42 logements + parkings, situé à l'angle des voies communales dénommées Avenue Saint-Exupéry et Rue Baudelaire. Ces voies sont concernées par un élargissement de voirie inscrit au Plan Local d'Urbanisme sous les numéros 17 et 128.

Conformément à l'article R.332-15 du Code de l'urbanisme, il avait été prévu à l'article 8 du permis de construire une cession gratuite au profit de la Ville, en vue de l'élargissement desdites voies communales.

Afin de se conformer à la décision du Conseil Constitutionnel rendant inopérant le mécanisme des cessions gratuites prévues dans les permis de construire, il a été demandé à la SCI 254 Saint-Exupéry de donner son accord pour que la régularisation de la cession se fasse sur la base de l'euro symbolique. Par courrier en date du 27 novembre 2012, cette dernière a donné son accord sur de telles dispositions.

La Ville a saisi le Cabinet OPSIA, géomètre-expert, pour établir le plan de division propre à cet élargissement. Ce document a été réalisé le 16 janvier 2013 et est en cours de numérotation au Cadastre.

Les parcelles devant être cédées à la Ville sont cadastrées section BT n° 180 (p) pour 5 m² et n° 181 (p) pour 16+30 m², soit un total de 51 m².

Conformément à la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (dite MURCEF) et plus précisément l'article 23, il est rappelé que l'avis des Domaines n'est pas obligatoire lorsque le montant de l'acquisition est inférieur à 75 000 €.

Il est proposé au Conseil Municipal d'accepter la cession à l'euro symbolique consentie par la SCI 254 Saint-Exupéry et portant sur les parcelles cadastrées section BT n° 180 (p) et 181 (p) pour un total de 51 m², en vue de permettre l'élargissement de l'avenue Saint-Exupéry et la rue Baudelaire.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur :

Vu l'article R.332-15 du Code de l'Urbanisme ;

Vu l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière ;

Vu les emplacements réservés n° 17 et 128 du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'arrêté de permis de construire n° PC 83 126 07 OC 130 délivré le 21 août 2007 ;

Vu le document d'arpentage établi par le Cabinet OPSIA, en cours de numérotation au Cadastre ;

Vu l'accord en date du 27 novembre 2012 de la SCI 254 Saint-Exupéry pour régulariser la cession prévue au permis sur la base de l'euro symbolique ;

Considérant que la cession est inférieure à 75 000 € et qu'à ce titre l'avis des Domaines n'est pas obligatoire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

ARTICLE 1 : d'accepter la cession à l'euro symbolique des parcelles cadastrées section BT n° 180 (p) et 181 (p) portant sur une surface de 51 m², consentie par la SCI 254 Saint-Exupéry au profit de la Ville ;

ARTICLE 2 : de dire que les tènements acquis seront classés dans le domaine public communal au titre de la voirie conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière ;

ARTICLE 3 : de dire que l'étude notariale PORCEL-MASCHERPA-PORCEL, Notaires à La Seyne-sur-Mer, sera chargée de la rédaction de l'acte de vente ;

ARTICLE 4 : de dire que les sommes afférentes à cette opération seront imputées au chapitre 21-2112 du budget de la Commune - exercice 2013 ;

ARTICLE 5 : d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous actes à intervenir.

La proposition est soumise au vote de l'Assemblée.

LA DELIBERATION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Transmission à la Préfecture du Var

Le : 17 AVR. 2013

Publication le : 17 AVR. 2013

Rendu exécutoire le : 17 AVR. 2013

Pour le Maire et par délégation
le fonctionnaire délégué
Jacqueline AUDIBERT



Pour Extrait conforme

Marc VALLEMOT



Commune :
LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 7992 U

Document vérifié et numéroté le 05/03/2013
A Toulon
Par Didier Cortez
Inspecteur
Signé

Centre des Impôts foncier de :
TOULON 1
171 avenue de Vert Coteau
B.P. 127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01
Fax : 04 94 03 95 06
cdif.toulon-1@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-secrétaires (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau,

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé

le par M. géomètre à

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la feuille mise 6463.

, le

Section : BT
Feuille(s) : 000 BT 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 05/03/2013
Support numérique : -----

D'après le document d'arpentage
dressé

Par M. HOSPITAL François (2)

Le

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...)

